

COMMUNIQUE 45

Depuis plusieurs mois, nous, mineurs et demandeurs d'asile, dormions sur le camp Saint Sauveur. Ce mardi 24 octobre, nous avons été chassés par une escorte policière importante et un dispositif orchestré par la préfecture.

De nombreuses personnes avaient participé au diagnostic social d'Adoma et devaient donc avoir des solutions d'hébergement proposées ce jour-là. Parmi celles-ci des demandeurs d'asile ont du se rendre par leur propre moyen à Lesquin dans un hôtel Ibis, une fois sur place, on leur a annoncé qu'ils devaient quitter l'endroit lundi matin et appeler le 115 pour trouver un hébergement. Des mineurs ont été emmenés à Englos, des personnes de l'OFII ont expliqué aux mineurs en recours de faire des demandes d'asile, s'ils refusent ils doivent quitter leur hébergement dès vendredi, soit une mise à l'abri de trois jours. « Mais nous sommes mineurs et les mineurs n'ont pas le droit de demander l'asile ». Des mineurs reconnus par le département n'ont pas été hébergés alors que la loi l'exige. Pourtant dans un article de la Voix du Nord, la sous-préfète Sophie Elizéon annonce que tous les mineurs confirmés ont eu une solution d'hébergement.

En conclusion, que l'on soit mineurs reconnus par le juge des enfants, mineurs en recours, demandeurs d'asile ou majeurs en attente de procédures, aucune solutions pérennes n'a été proposé suite à l'expulsion.

Aujourd'hui nous cherchons des solutions ensemble pour tout le monde quelque soit notre situation !

Soutenez nous pour revendiquer nos droits, visibiliser notre situation et trouver des solutions !

Collectif des Olieux

All refugees welcome !

Partout chez nous !